

REPUBLIQUE FRANCAISE
EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

**DEPARTEMENT
DES YVELINES**

**ARRONDISSEMENT DE
VERSAILLES**

COMMUNE DE TRAPPES

Nombre de conseillers en exercice : 39

Nombre de présents : 26

Nombre de votants : 34

N'a pas pris part au vote : 0

Réf : 2026-5

Objet : Approbation d'une convention
prévoyant le reversement d'une redevance
de 5 % liée à l'installation d'un distributeur
automatique d'articles de baignade

Séance du 26 janvier 2026

**L'an deux mille vingt six, le vingt six janvier, à 18h05 le
Conseil municipal de Trappes, légalement convoqué, s'est
assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la
présidence de Ali RABEH,**

Présidence :

Monsieur le Maire Ali RABEH

Présents : Ali RABEH, Sandrine GRANDGAMBE, Noura DALI, Pierre
BASDEVANT, Aminata DIALLO, Gerard GIRARDON, Aurélien
PERROT, Jarina SAMAD, Marc LE FOLGOC, Frederic REBOUL,
Houssem DHAOUADI, Anne-Andrée BEAUGENDRE, Catherine
CHABAY, Sira DIARRA, Murielle BERNARD, Abdelhay FARQANE,
Ahmed KABA, Sarith SA, Said DSOULI, Anne CLERTE-DURAND,
Benoît CORDIN, Guy MALANDAIN, Fouzi BENTALEB, Mimouna
SARAMBOUNOU, Patrick LEBOUQCQ, Annie LE HIR.

Absents excusés représentés :

Djamel ARICHI représenté par Sandrine GRANDGAMBE
Alienor EBLING représentée par Catherine CHABAY
Jamal HRAIBA représenté par Pierre BASDEVANT
Suzy LEMOINE représentée par Houssem DHAOUADI
Colette PARENT représentée par Aurélien PERROT
Cristina MORAIS représentée par Sarith SA
Hélène DENIAU représentée par Murielle BERNARD
Maxime VELAY représenté par Gerard GIRARDON

Absents : Mme Florence BARONE, Mme Dalale BELHOUT, Mme
Josette GOMILA, Mme Véronique BRUNATI, Mohamed KAMLI.

Secrétaire : Abdelhay FARQANE

Administration : Jules CHAMOUX, Pascal TRAN, Jean-Baptiste
GRENIER, Pierre-Jean TISSERAND, Stéphane DREYFUS, Bouchra
AIT AOUAJ, Géraldine LUCO

*Conformément aux articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative, le tribunal
administratif de Versailles peut être saisi par voie de recours formé contre la présente
délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa
notification et/ou de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé
devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui
recommencera à courir soit :- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale
;- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité
territoriale pendant ce délai.*

Objet : Approbation d'une convention prévoyant le reversement d'une redevance de 5 % liée à l'installation d'un distributeur automatique d'articles de baignade

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-29 et suivants relatifs aux compétences du Conseil municipal ;

Vu le projet de contrat par la Société TOPSEC FRANCE pour l'installation, l'exploitation et la gestion d'un distributeur automatique d'articles de natation au sein de la Piscine municipale Jacques Monquaut ;

Vu l'avis de la Commission Éducation, Culture, Jeunesse, Sports et Vie Associative du 14 janvier 2026 ;

Considérant qu'il est fréquent que certains usagers se présentent dépourvus d'un accessoire indispensable à la baignade, ce qui peut les conduire à renoncer à leur séance ;

Considérant que la mise à disposition d'un distributeur automatique d'articles de natation permet d'améliorer l'accueil du public et d'assurer un service complet aux usagers ;

Considérant que la Société TOPSEC FRANCE propose un contrat incluant l'installation du distributeur, son approvisionnement régulier, sa maintenance, ses réparations et l'assistance technique, le tout entièrement à sa charge ;

Considérant que la Commune n'a aucun coût à supporter et met simplement à disposition l'emplacement, l'alimentation électrique et l'accès Internet nécessaires ;

Considérant qu'en contrepartie, la Commune percevra une redevance annuelle correspondant à 5 % du chiffre d'affaires HT généré par le distributeur ;

Considérant que le contrat proposé est conclu pour une durée de cinq ans, renouvelable par tacite reconduction pour une période de quatre ans, et encadre les obligations du fournisseur, notamment en matière d'entretien, de responsabilité et de résiliation en cas de manquement ;

Considérant que ce partenariat présente plusieurs avantages pour la Collectivité, notamment :

- L'amélioration du service aux usagers leur permettant de poursuivre leur activité sportive en cas d'oubli d'un accessoire.
- Une meilleure qualité d'accueil dans un équipement particulièrement fréquenté.
- L'absence de charges financières pour la Ville.
- La perception d'une recette annuelle issue de la redevance ;

Après avoir entendu son rapporteur et délibéré,

Article 1 : Approuve le contrat d'installation, d'exploitation et de gestion d'un distributeur automatique d'articles de natation avec la Société TOPSEC FRANCE.

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ledit contrat ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre ;

Approuvé à l'unanimité

Pour extrait conforme,

28 JAN. 2026

Ali RABEH
Maire de Trappes

